

AGRICULTURE PÉRIURBAINE ET CRÉATION D'EMPLOIS À BERTOUA AU CAMEROUN

Pierre Eloi ESSENGUE NKODO* et Samuel FAMNA DJESIRI

*Université de Bertoua, Ecole Normale Supérieure de Bertoua,
Département de géographie, BP 652 Bertoua, Cameroun*

(reçu le 08 Mai 2026; accepté le 25 Juin 2026)

* Correspondance, e-mail : pierre_essengue@rocketmail.com

RÉSUMÉ

Depuis la fin des années 1980, les pays africains de la zone franc connaissent une crise économique sans précédent. Cette crise occasionne la baisse considérable des revenus de l'Etat. Des Plans d'Ajustements Structurels (PAS) marqués par la libéralisation de l'économie et la réduction de l'influence de l'Etat sont imposés par les bailleurs de fonds pour relancer l'économie. Mais, les PAS affectent le secteur social, avec la fermeture de nombreuses entreprises publiques. Le chômage et la pauvreté se sont installés. Pour y remédier, l'Etat camerounais encourage les initiatives privées comme l'agriculture périurbaine. Cette étude examine donc l'impact de l'agriculture urbaine et périurbaine à l'insertion et à la réinsertion professionnelle à Bertoua. La méthodologie exploite l'enquête par questionnaire et les entretiens. Les analyses se fondent essentiellement sur la statistique descriptive. Les principaux résultats montrent la typologie d'emplois directs et connexes générés par cette agriculture, ainsi que le poids considérable par rapport à d'autres catégories socio-professionnelles. Mais des contraintes liées, en particulier, à l'insuffisance d'organisation en corps de métiers de ce secteur, restent à surmonter.

Mots-clés : *agriculture urbaine, agriculture péri-urbaine, insertion professionnelle, emplois directs, emplois connexes, Bertoua.*

ABSTRACT

Peri-urban agriculture and job creation in Bertoua, Cameroon

Since the late 1980s, African countries in the Franc Zone have experienced an unprecedented economic crisis. This crisis led to a significant decrease in government revenue. Structural Adjustment Programs (SAPs), characterized

Pierre Eloi ESSENGUE NKODO et Samuel FAMNA DJESIRI

by economic liberalization and a reduction in government influence, were imposed by donors to revive the economy. However, SAPs negatively impacted the social sector. Unemployment and poverty became widespread. To address this, the Cameroonian government encouraged private initiatives in a sector it considered promising: peri-urban agriculture. This study aims to examine the impact of urban and peri-urban agriculture on professional integration and reintegration in Bertoua. Methodology utilizes questionnaire surveys and interviews. The analyses are primarily based on descriptive statistics. The main findings reveal the types of direct and related jobs generated by this agricultural sector, as well as its considerable size compared to other socio-professional categories. However, constraints related, in particular, to the sector's lack of formal organization into professional bodies remain to be addressed.

Keywords : *urban agriculture, peri-urban agriculture, professional integration, direct jobs, related jobs, Bertoua.*

I - INTRODUCTION

Depuis la fin des années 1980, les pays africains, en particulier ceux de la zone franc connaissent une crise économique sans précédent [1]. Cette crise est consécutive à chute cours des matières premières, principalement agricoles, sur lesquelles ils tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation. Elle a occasionné au Cameroun une baisse considérable de revenus. Il s'est ensuivi un déséquilibre de la balance commerciale et celle des paiements. Pour retrouver ces équilibres, le Cameroun comme d'autres États est contraint au désengagement et à la libéralisation de l'activité économique. Pour ce faire, des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) sont imposés par les bailleurs de fonds. Les PAS affectent le secteur social [2], avec la fermeture de nombreuses entreprises publiques, ou la réduction des effectifs de celles à privatiser [3]. Depuis lors, le chômage, la famine et la pauvreté se sont installés [4] sur une longue durée. Les mouvements d'humeur, connus sous le vocable « *émeutes de la faim* » l'ont prouvé [5]. Le secteur de l'emploi est le plus touché [2]. L'Etat camerounais a jusqu'ici du mal à y faire face avec notamment un taux élevé de chômage et surtout le sous-emploi qui a franchi la barre de 70 % [6, 7]. Pour y remédier, l'Etat a adopté le DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté) en 2003. Les manquements constatés en matière d'emploi ont conduit à l'adoption du DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi) en 2009. Ce dernier programme qui s'est étalé sur dix années s'accompagne de l'encouragement et la promotion de PME (Petites et Moyennes Entreprises) par le financement de projets dans les secteurs prioritaires affectés, susceptibles de relancer

l'économie par la production, tout en générant des emplois [8]. Parmi ces secteurs prioritaires, le secteur informel à travers des programmes comme le PIAASI (Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du secteur Informel). Pour ce qui est de l'agriculture, l'Etat camerounais entreprend de réduire le poids croissant des importations massives des denrées alimentaires de l'étranger estimé à plus de 800 milliards en 2019 [9]. En même temps il entend y créer une source non néglige d'emplois. Ainsi, cette activité est tolérée en zone urbaine et péri-urbaine où le taux de chômage atteint aujourd'hui un record sans précédent [10]. Dans cette optique, conjointement avec les bailleurs de fonds internationaux, l'Etat y finance des projets comme ACEFA [11]. Cette étude a donc comme objectif d'examiner l'impact l'agriculture urbaine et péri-urbaine à l'insertion et à la réinsertion professionnelle par la création des emplois directs et indirects à Bertoua et sa zone périurbaine.

II - MATÉRIEL ET MÉTHODES

II-1. Zone d'étude

La zone d'étude comprend le périmètre urbain et la périphérie de la ville de Bertoua, c'est-à-dire l'espace hybride entre la campagne proche et Bertoua intra-muros, formant une auréole d'un rayon de 10 à 15 km autour de la ville (**Figure 1**). Bertoua et sa proche campagne périurbaine enregistrent de nombreuses vagues de migrants internes en provenance des régions en conflit au Cameroun, notamment les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi ceux fuyant la crise liée à l'intégrisme musulman de Boko-Haram dans l'Extrême-Nord. À ces vagues internes, il faut ajouter le déferlement de migrants externes centrafricains, dû à la récente guerre civile et à l'instabilité politique dans leur pays. C'est à la périphérie que s'installent principalement ces migrants avec leurs familles, généralement, recrutés dans un premier temps comme gardiens des chantiers de construction en activité ou abandonnés. Plus tard, ils exercent comme ouvriers agricoles et gardien des champs. Ces migrants viennent gonfler le cortège de sans-emplois de la ville. La population de Bertoua et sa couronne périurbaine, a pratiquement doublé en l'espace de 20 ans, passant de 173000 habitants en 2005 à plus de 310000 habitants en 2023. Cette zone attire, vue le potentiel économique de la région de l'Est à laquelle elle appartient : de vastes étendues terres agricoles, un climat favorable, des ressources forestières et minières immenses. Mais ce potentiel reste largement inexploité pour absorber ce cortège de chômeurs. Les sociétés qui jadis recrutaient, notamment forestières, comme la SFID (Société Forestière et Industrielle de Dimako), la SOFIBEL (Société Forestière et Industrielle de Bélabo), ou agricoles comme la SCT (Société Camerounaise de Tabac), pour ne citer que celles-là, ont fait faillite entre temps.

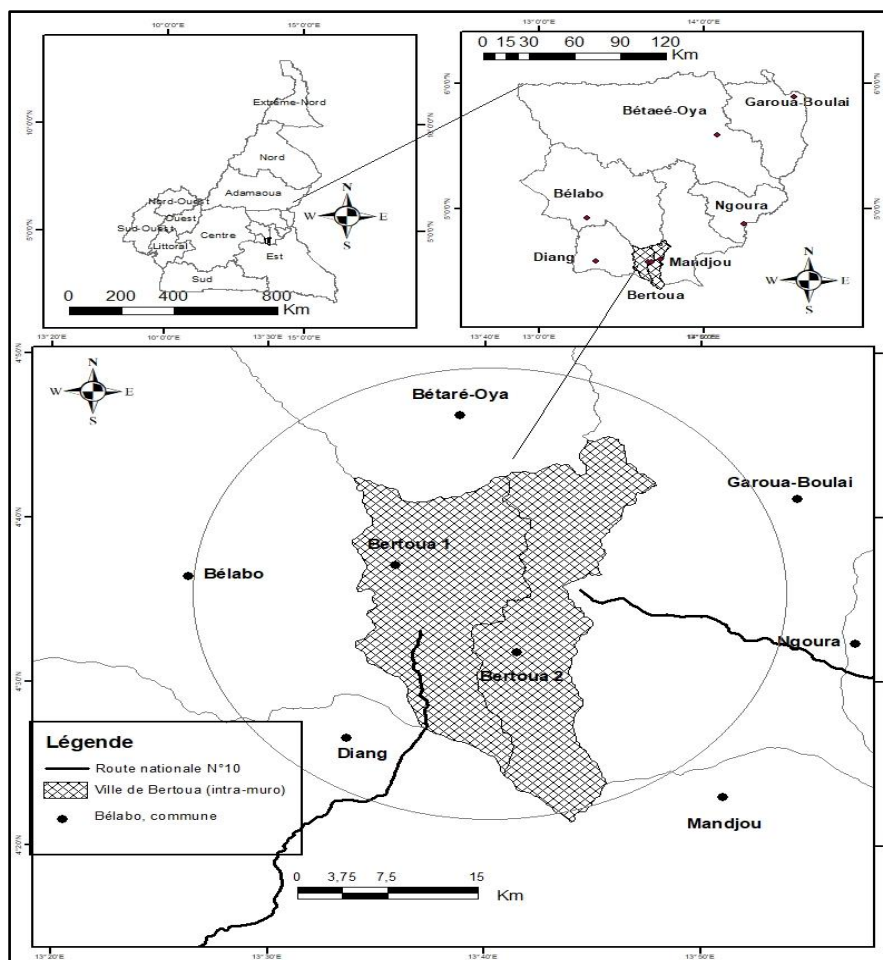


Figure 1 : Zone d'étude

Source : base de données de L'INC, conception et réalisation des auteurs

II-2. Cadre théorique et conceptuel

Le concept de « périurbanisation » s'est imposé en France dans les années 1960 pour désigner un processus de mise en place d'espaces hybrides à la frontière entre les milieux rural et urbain. Ces espaces sont appelés espaces périurbains. L'espace périurbain est : « *Un espace qui s'est développé dans la périphérie des villes avec une urbanisation lâche dont il est difficile de dessiner les frontières. Il ne marque pas de rupture entre urbain et rural. C'est un tissu composite qualifié tour à tour de « rurain », « d'exurbain » de « naturbain » de « suburbain » pour signifier son caractère métis* » [12]. Le concept « d'agriculture périurbaine » (APU) fait référence à « *La culture de plantes et l'élevage d'animaux pour l'alimentation et d'autres usages, dans et autour des*

villes, et les activités liées comme par exemple la production et l'application d'intrants, la transformation et la mise en marché des produits » [13]. Dans cette étude « l'agriculture périurbaine » renvoie uniquement aux cultures, excluant l'élevage et la transformation des produits de ces deux secteurs, dans et autour de Bertoua, à un rayon de plus ou moins 10 km au-delà des limites de la ville. La « création d'emplois » ou « insertion professionnelle », est le processus permettant l'intégration d'une personne au sein d'un système socio-économique, dans le cas d'espèce, d'entrer sur le marché du travail dans des conditions favorables à l'obtention d'un emploi. Dans cette étude, l'intégration ou la réintégration s'examine à travers les emplois directs et indirects générés par la pratique de l'agriculture périurbaine.

II-3. Données de l'étude

II-3-1. Objets / unités géographiques / individus

Les unités géographiques de base sont constituées du cultivateur et du revendeur (« bayam-sellam »). Le nombre d'observations ou d'individus statistiques est constitué de 110 cultivateurs et 200 revendeurs (« bayam-sellam »).

II-3-2. Variables de l'étude

L'étude prend en compte cinq variables et 14 sous-variables pour mesurer l'impact de l'agriculture périurbaine dans la création d'emplois à Bertoua (**Tableau 1**).

Tableau 1 : Variables et sous variables de l'étude

Intitulé de la variable	Sous variables	Type statistique
Agriculture urbaine	Superficies exploitées	Quantitatif
	Spéculations	Quantitatif et qualitatif
Catégories d'emplois (acteurs)	Cultivateur	Quantitatif et qualitatif
	Cultivateur-vendeur	Quantitatif et qualitatif
	Ouvrier agricole	Quantitatif et qualitatif
	Gardien	Quantitatif et qualitatif
	Revendeurs/ « bayam-sallam »	Quantitatif et qualitatif
	Propriétaire de terrain	Quantitatif et qualitatif
Importance des revenus	//	Quantitatif et qualitatif
Poids dans la création d'emplois	Emplois direct	Quantitatif et qualitatif
	Emplois indirects	Quantitatif et qualitatif
Contraintes	Location terrain/accès au foncier	Quantitatif et qualitatif
	Financement/accès au crédit	Quantitatif et qualitatif
	Regroupement corporative (GIC)	Quantitatif et qualitatif
	Vol	Quantitatif et qualitatif

Source : auteurs mai 2026

II-3-3. Données de l'étude

Les données de cette étude comprennent les données quantitatives, les entretiens et les observations de terrain. Les données quantitatives sont issues de deux sources : la première comprend des données collectées en mai 2025, auprès d'un échantillon de 110 cultivateurs périurbains sur un total de 330 préalablement recensés. La méthode d'échantillonnage aléatoire systématique a été appliquée, la taille de l'échantillon, 30 %. Une partie des données de cette enquête a fait l'objet d'une publication pour une autre problématique [14], que celle mise en exergue dans cette étude. La deuxième source de données quantitative comprend une enquête réalisée aussi en mai 2025, auprès d'un échantillon de 200 revendeurs (« *bayam-sellam* ») de produits vivriers sur un total de 666, présents dans les marchés de Nkolbikon et Mokolo, respectivement dans les arrondissements de Bertoua 1 et Bertoua 2. La méthode d'échantillonnage aléatoire systématique a été également appliquée. La taille de l'échantillon est aussi de 30 %. Les deux enquêtes quantitatives ont été réalisées à l'aide d'un questionnaire. Des entretiens avec d'autres acteurs comme les ouvriers agricoles, les gardiens, les propriétaires et autres personnalités ressources ont eu lieu à l'aide d'un guide d'entretien. Enfin, Les observations directes et les prises de vue photographiques se sont faites parallèlement aux enquêtes et entretiens.

II-3-4. Traitement et analyse des données

Il est fait en deux phases : la première a consisté à la réalisation du système d'information Géographique (SIG), à partir des données issues de l'enquête quantitative et des coordonnées GPS des enquêtés, dans l'interface de ArcGIS. La seconde phase a trait au traitement statistique sous l'interface d'Excel et portant sur la statistique descriptive.

III - RÉSULTATS

L'agriculture périurbaine autour de Bertoua génère des emplois en amont, c'est-à-dire des emplois liés à la production, et en aval, ceux ayant trait à la vente des produits vivriers. Cette activité a un impact considérable dans la création des emplois. Avant de s'y appesantir, examinons au préalable les superficies exploitées et les spéculations.

III-1. Superficies exploitées et spéculations

III-1-1. Superficies exploitées

Les exploitations liées à l'agriculture périurbaine sont généralement de taille réduite. Seules 44, soit 40 % dépassent 1 hectare (**Tableau 2**). Mais ces espaces sont densément exploitées avec l'usage intensif des intrants.

Tableau 2 : Superficies exploitées par les cultivateurs

Superficie (ha)	Nombre des cultivateurs	Pourcentage (%)
Moins de 0,25 ha	5	4,60
0,25 à 0,5	29	26,40
0,5 à 0,75	13	11,80
0,75 à 1	19	17,30
1 - 1,25	35	31,80
Plus- 1,25 ha	9	8,10
Total	110	100

Source : enquête de terrain, mai 2025

III-1-2. Spéculations

L'agriculture urbaine de Bertoua se consacre à une multitude de spéculations. La majorité des cultivateurs (33, soit 30 %) se consacre à la culture céréalière comme le maïs. Une large proportion pratique l'association des cultures (39, soit 35,50 %) et une minorité (10, soit 9 %) s'investit aux cultures maraîchères (**Figure 2**).

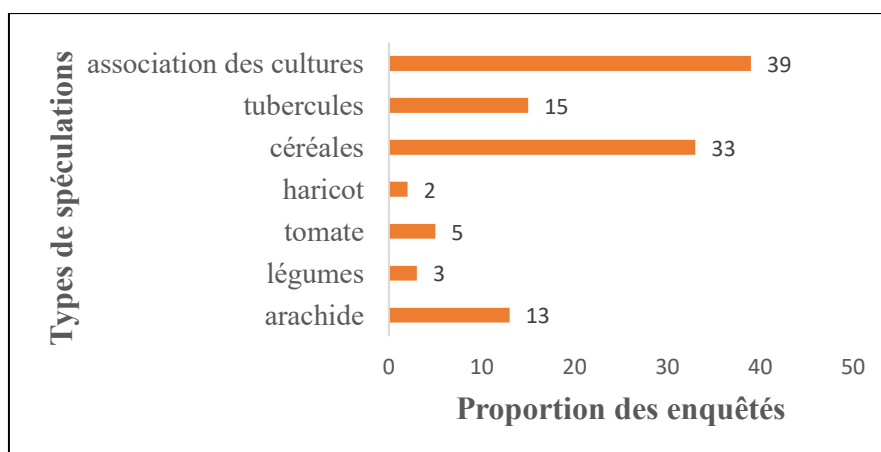


Figure 2 : Types de spéculations produites par l'agriculture périurbaine de Bertoua

Source : enquête de terrain, mai 2025

III-2. Catégories d'emplois (acteurs)

III-2-1. Emplois en amont

Quatre principales catégories interviennent en amont : les cultivateurs, les ouvriers agricoles, les gardiens et les propriétaires de terrains.

- *Les cultivateurs*

Les cultivateurs sont la catégorie la plus importante. Ce sont eux qui sont généralement les propriétaires des exploitations. Cette catégorie est constituée essentiellement de jeunes dont l'âge est inférieur 40 ans, soit 61 (55,45 %) enquêtés (*Tableau 3*).

Tableau 3 : Âge des cultivateurs

Tranches d'âge	Effectifs	Pourcentage (%)
Moins de 20 ans	6	5,03
20 à 30	25	22,72
30 à 40	30	27,72
40 à 50	22	20
50 à 60	15	13,63
Plus de 60 ans	12	10,90
Total	110	100

Source : enquête de terrain, mai 2025

Le niveau scolaire des cultivateurs est considérable puisque 40 (36 %), ont effectué l'enseignement secondaire et même l'enseignement supérieur (20, soit 18 %) (*Figure 3*).

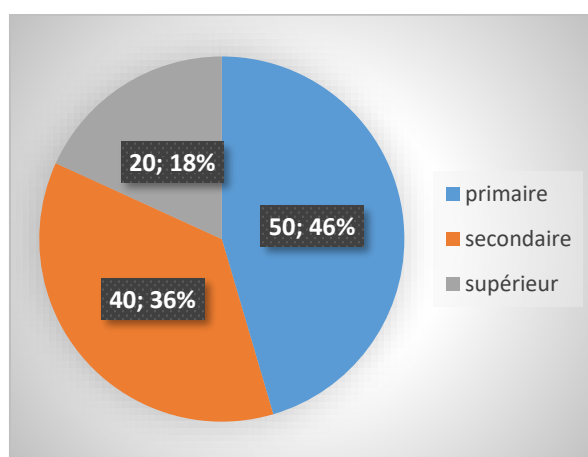


Figure 3 : Niveau scolaire des cultivateurs

Source : données d'enquête, mai 2025

- *Les ouvriers agricoles*

Les cultivateurs recrutent la main d'œuvre pour accomplir facilement les tâches dans leurs champs. Dans cette catégorie, il y a les ouvriers agricoles temporaires généralement recrutés en fonction des tâches, comme le défrichage ou le désherbage, le labour, le semis, le nettoyage, l'arrosage, la récolte. Ces ouvriers agricoles sont recrutés pour accomplir une tâche journalière ou hebdomadaire. Ils sont payés entre 3000 FCFA et 5000 FCFA la journée. Ils attendent généralement au centre de la ville de Bertoua une éventuelle sollicitation des cultivateurs. La majorité des exploitants (73, soit 66,4%) emploient plus de trois ouvriers agricoles temporaires par saison (**Tableau 4**).

Tableau 4 : Ouvriers agricoles temporaires par exploitation

Ouvriers par exploitation	Nombre d'exploitations	Pourcentage (%)
Moins de 2 ouvriers	16	14,50
2 à 3	21	19,10
3 à 4	32	29,10
Plus de 4 ouvriers	41	37,30
Total	110	100

Source : enquête de terrain, mai 2025

- *Les gardiens*

La troisième catégorie de travailleurs est constituée de gardiens. Du fait de la proximité avec la ville et des habitations, le vol de la récolte est fréquent. Généralement, les gardiens habitent dans les campements, à proximité des exploitations. Certains gardiens sont en même temps ouvriers-temporaires et gardiens.

- *Les propriétaires des terres*

L'agriculture périurbaine a introduit une quatrième catégorie d'emploi, celle des propriétaires des terres. Peu de cultivateurs sont propriétaires des terres qu'ils cultivent. Ils se trouvent obligés de solliciter l'espace auprès des propriétaires formels ou informels. Les propriétaires formels détiennent un titre foncier sur l'espace, qui au départ n'est pas destiné à l'agriculture, mais à un projet immobilier. Faute de moyens pour entamer les constructions, les propriétaires formels mettent leur espace en location pour l'agriculture, moyennant paiement en numéraire. Le montant est fonction des dimensions ou de la durée de l'exploitation. Il varie entre 100000 F CFA et 200000 F CFA par saison. Les propriétaires informels sont souvent des autochtones ne détenant pas de titre de propriété, ou les riverains, dont la propriété est contiguë à l'espace exploité, qui est généralement une zone marécageuse. L'un ou l'autre type de propriétaire tire avantage que, cet espace appartenant au domaine national est proche du leur. Egalement ils y perçoivent une rémunération, qui varie de 50000 F CFA à 100000 F CFA en fonction des dimensions de l'espace exploité.

Certains cultivateurs sont également propriétaires, mais ils sont minoritaires, 25 soit 23%. La majorité (85, soit 77 %) exploite les terres dont ils sont des locataires (**Figure 4**).

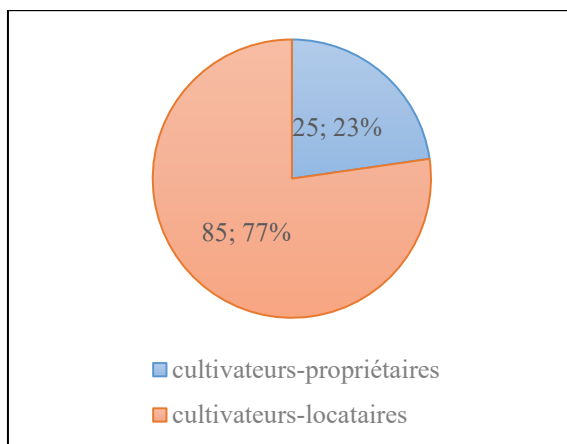


Figure 4 : *Proportion des cultivateurs exploitant l'espace en location*

Source : enquête de terrain, mai 2026

III-2-2. Emplois en aval

En aval, l'agriculture périurbaine génère trois catégories d'emplois : les cultivateurs-vendeurs et les revendeurs intermédiaires et les « *bayam-sallam* ».

- *Les cultivateurs-vendeurs*

Les cultivateurs-vendeurs exploitent un champ. Généralement, ils alternent entre le champ et les marchés de Bertoua où ils vendent eux-mêmes leur récolte. L'enquête sur un échantillon de 110 unités révèle que 44 cultivateurs (40 %) sont à temps partiel, vendeurs des produits récoltés dans leurs propres champs et une majorité (66, soit 60 %) se consacre uniquement à la culture (**Figure 5**).

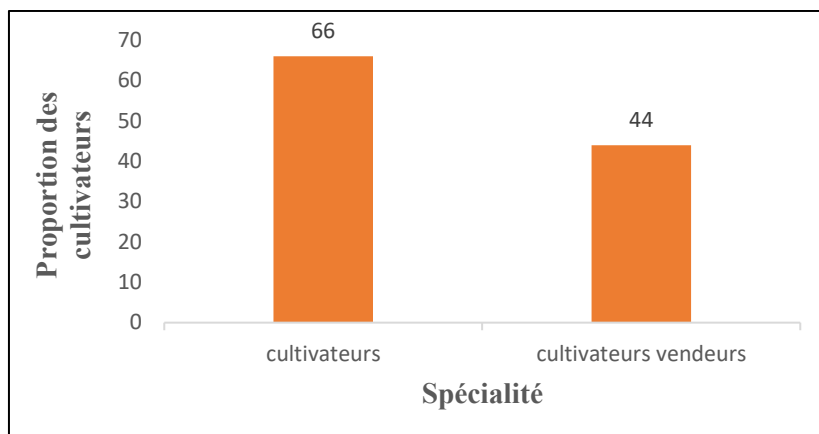


Figure 5 : *Proportion des cultivateurs en même temps vendeurs de produits dans les marchés de Bertoua*

Source : enquête de terrain, mai 2026

- *Les revendeurs*

Les revendeurs constituent l'interface entre les cultivateurs des champs et les marchés de Bertoua. Ce sont eux qui ravitaillent ces derniers en denrées vivrières. Généralement, ils vont négocier et achètent les produits sur place dans les champs, auprès de cultivateurs. Les produits sont revendus sur le marché urbain, avec une marge bénéficiaire composée du coût de transport et celui du produit majoré.

- *Les « bayam-sallam »*

À la fin de la chaîne on retrouve les « bayam-sallam ». Ce terme dérive de l'anglicisme « bay » qui signifie acheter, transformé en anglais local (pidgin english) en « bayam » et « sell » vendre, devenu « sellam » ou « sallam ». Les « bayam-sallam » sont les vendeurs détaillants de denrées vivrières sur la place des marchés de Bertoua. Majoritairement constitués de femmes (90 %), ils achètent les produits auprès du revendeur intermédiaire et procèdent à la vente en détail. Certains disposent d'étalages fixes ou de comptoirs dans les marchés et s'acquittent du paiement d'un loyer auprès de la municipalité dont le montant varie entre 10000 et 50000 F CFA par mois. Les plus nombreux ne disposent pas d'étalages ou de comptoirs, vendent les produits à même le sol. Ces derniers s'acquittent d'un montant de 150 F CFA par jour auprès de la municipalité. La **Figure** suivante montre une « bayam-sallam » en activité au marché de Mokolo. Elle vend en détail les produits maraîchers (gombo, piment, tomate) dont les tas sont mesurés et disposés au sol. Ce type de « bayam-sallam » n'a pas d'étalage fixe (**Figure 6**).



Figure 6 : *Emploi de « bayam-sallam » au marché de Mokolo dans la commune de Bertoua 1*

Cliché : Famna, mai 2025

III-3. Revenus des catégories professionnelles

L'analyse des revenus porte principalement sur ceux des cultivateurs et des « bayam-sallam », deux catégories constituées d'un grand nombre de travailleurs et secondairement les autres catégories.

III-3-1. Revenus des cultivateurs

Il y a généralement deux saisons culturales par an. Mais pour les cultures maraîchères à cycle très courts (3 mois) et pratiquées de façon intensive, on peut avoir 4 saisons culturales ou campagnes. La majorité des cultivateurs (54, soit 49 %) gagne plus de 100000 F CFA par saison culturale. Une grande partie (34 %) atteint 200000 F CFA (**Tableau 5**).

Tableau 5 : *Revenus des cultivateurs par saison ou campagne*

Revenus par saison	Effectifs	Pourcentage (%)
Moins de 50000 F CFA	29	26,40
50000 – 100000	27	24,50
100000 – 150000	20	18,20
200000 F CFA et plus	34	30,90
Total	110	100

Source : enquête de terrain, mai 2025

III-3-2. Revenus des « bayam-sallam »

S'agissant des « bayam-sallam », les revenus sont considérables et permanents. Pour la majorité d'entre eux (110, soit 55 %), ils dépassent 100000 F CFA par mois (**Tableau 6**).

Tableau 6 : Revenus mensuels des « bayam-sallam »

Revenus mensuels	Effectifs	Pourcentage (%)
Moins de 50000 F CFA	25	12,5
50000 – 100000	65	32,5
100000 – 150000	100	50
200000 F CFA et plus	10	5
Total	200	100

Source : enquête de terrain, mai 2025

III-3-3. Revenus des autres catégories

Le revenu ici est fonction de l'activité, soit en moyenne deux saisons par an. Un ouvrier agricole gagne entre 50000 et 75000 F par saison, le gardien entre 30000 et 60000 F par saison. Il est à noter que certains sont en même temps gardien et ouvrier agricole. Les propriétaires de terrains ont des revenus qui se situent entre 50000 F (terrains près des habitations) et 100000 F (pour la location de terrains à la périphérie de la ville) par saison.

III-4. Impact sur l'emploi généré en général

Les activités autour de l'agriculture périurbaine à Bertoua sont essentiellement informelles, il en est de même des emplois générés. Les ouvriers agricoles et gardiens sont au nombre de 310 pour un échantillon de 110 enquêtés (**Tableau 7**). Or l'agriculture périurbaine autour de Bertoua compte 330 cultivateurs. Les projections établissent à près de 1000 ouvriers et gardiens. Le recensement établit le nombre de cultivateurs à 330. Les deux marchés de Mokolo et Nkolbikon comptent en tout 660 « bayam-sallam ». Le recensement des revendeurs est difficile à faire, étant donné le caractère informel de l'activité. Tout compte fait, l'agriculture périurbaine génère donc plus de 2000 emplois directs et indirects.

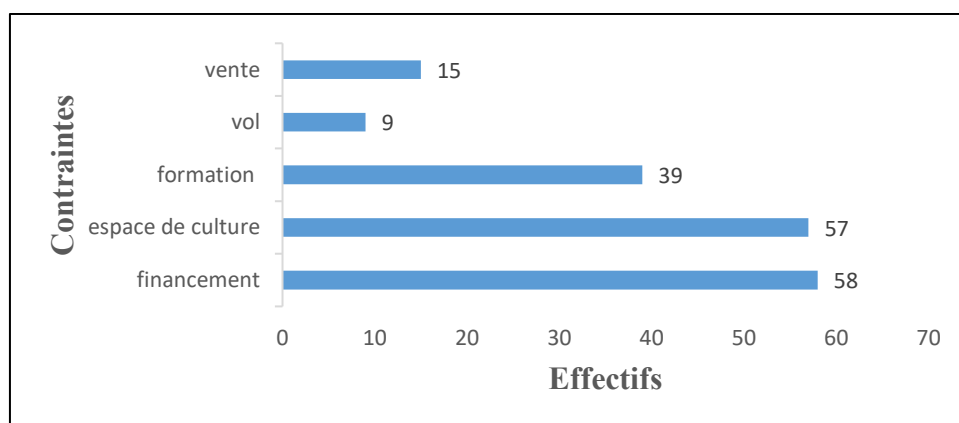
Tableau 7 : *Nombre d'ouvriers et gardiens dans les exploitations pour un échantillon de 110 enquêtés*

Nombre d'ouvriers et gardiens dans l'exploitation	Effectifs des enquêtés	Nombre total des ouvriers et gardiens
0	8	0
1	8	8
2	21	42
3	32	96
4	41	164
Total	110	310

Source : enquête de terrain, mai 2025

III-5. Contraintes

Les contraintes de l'agriculture périurbaine sont à rechercher essentiellement chez les deux grandes catégories de travailleurs sans lesquelles l'activité ne saurait avoir lieu. Il s'agit d'une part des cultivateurs et d'autre part les « bayam-sallam ». Chez les cultivateurs, les contraintes majeures sont liées à l'accès à l'espace de culture (57, soit 51,80 %) et au financement (58, soit 52,70). Même si les autres problèmes comme l'accès à la formation ne sont pas à négliger (**Figure 7**).

**Figure 7 :** *Contraintes de l'agriculture périurbaine*

Source : enquête de terrain, mai 2025

Pour les « bayam-sallam », les problèmes restent l'accès à un comptoir de vente au marché, considérant le grand nombre de sollicitations. Par ailleurs, ils éprouvent des difficultés à payer la location mensuelle, notamment ceux disposant de comptoirs fixes. Pour les autres acteurs comme les revendeurs, les contraintes sont essentiellement liées à l'enclavement, particulièrement en saison de pluie, le coût du transport de la zone périurbaine au marché passe du simple au double. Les tracasseries policières ne sont pas à oublier.

IV - DISCUSSION

IV-1. Plusieurs catégories d'emplois générés

L'agriculture périurbaine génère six catégories d'emplois. En amont, il y a l'emploi de cultivateur, l'ouvrier agricole, le gardien et le propriétaire des terres. En aval on retrouve le revendeur et le « *bayam-sallam* ». Ces emplois ne nécessitent pas forcément une formation initiale pour exercer, en dehors de celui de cultivateur. Et même à ce niveau, cette catégorie exerce sans véritable formation. Des études faites sous d'autres cieux révèlent aussi ces catégories d'emplois [15]. D'autres en particulier mettent en exergue (autour de Tunis notamment) le rôle que jouent les revendeurs ou intermédiaires. Ceux-ci prennent parfois en charge la récolte en plus de la commercialisation. Ce qui permet souvent aux cultivateurs de s'affranchir du coût de la main d'œuvre pour ces dernières opérations [16].

IV-2. Poids considérable dans l'insertion et la réinsertion professionnelle

L'impact dans l'insertion et la réinsertion professionnelle, par la création d'emplois est appréciable. Car plus de 2000 emplois directs et indirects sont liés à l'agriculture périurbaine à Bertoua, excluant l'élevage et les activités de transformation des produits agricoles. Sur cet aspect notre étude rejoint [15, 16], dans la mesure où l'agriculture périurbaine constitue un bassin d'emplois, un marché de travail et de capitaux pour les jeunes désœuvrés de la ville de Bertoua. La proximité de la ville et les besoins en denrées vivrières qui s'ensuivent, amènent de plus en plus les « *entreprises agri-urbaines* » [15] à investir des capitaux dans des projets agricoles, aidés soit par les pouvoirs publics, soit par leurs initiatives et fonds propres. La ville de Bertoua devient le lieu où l'on vient recruter des travailleurs pour les tâches saisonnières d'ouvrier, de gardien. Un paradoxe, lorsqu'on sait que généralement, c'est la zone rurale qui constitue un réservoir de main d'œuvre pour la ville et surtout pour une activité comme l'agriculture devant intéresser au premier chef les travailleurs ruraux. L'agriculture périurbaine est donc une stratégie de lutte efficace contre le chômage, surtout des jeunes au Cameroun. C'est pourquoi elle bénéficie de l'encouragement des pouvoirs publics au travers de micro-projets comme celui d'ACEFA étudié justement dans la zone urbaine et périurbaine de Bertoua [11]. Allant dans le même sens, la FAO [17] estime que l'agriculture urbaine et périurbaine génère de nombreux emplois et peut créer un emploi pour chaque 50 ou 100 citoyens dans les pays africains. Un projet d'agriculture périurbaine lancé en République démocratique du Congo en 2011 a généré 25000 emplois directs et 225000 emplois indirects [17].

IV-3. Revenus assez élevés

La création d'emplois s'accompagne de revenus considérables, notamment chez les cultivateurs et surtout chez les « *bayam-sallam* », dont les revenus mensuels de la majorité dépassent 150 000 F CFA/mois. Ce revenu dépasse largement le salaire d'un fonctionnaire moyen. Les résultats des études antérieurs rejoignant les nôtres, bien que dans des contextes différents. Comme à Bertoua et sa périphérie, l'agriculture urbaine et périurbaine assure aux acteurs de la chaîne de production, au moins le salaire minimum à Bangkok [18]. Dans la même logique, elle permet à un ménage de 6 personnes de vivre au-dessus du seuil de pauvreté en Tanzanie [19].

IV-4. De nombreuses contraintes à surmonter

Cependant, de nombreuses contraintes entravent cette activité. Des études allant dans le même sens que la nôtre, montrent qu'elle s'inscrit dans l'informel. Car les acteurs ont du mal à accéder au crédit bancaire, faute de présenter des garanties suffisantes de remboursement, ou à s'organiser en associations formelles, et encore moins, en corps de métier [14]. La contrainte foncière n'est pas négligeable, dans la mesure où la grande majorité des cultivateurs d'ici comme ceux d'ailleurs n'est pas propriétaire [20]. L'espace de culture est généralement un espace transitoire, acquis par les propriétaires pour d'autres usages, notamment l'immobilier. En attendant, les propriétaires mettent en location ces espaces pour les préserver contre d'éventuels empiètements ou d'occupation illégale. Une fois le projet immobilier lancé, le cultivateur se retrouve sans terre, obligé d'aller voir ailleurs et d'entamer d'autres négociations avec un autre propriétaire. Par conséquent, l'agriculture périurbaine, génère certes des emplois et des revenus substantiels. Mais ceux-ci sont parfois précaires et instables à cause de nombreux aléas ou contraintes relevés dans cette étude. D'autres aléas explorés au-delà du contexte de cette étude comme l'approvisionnement en intrants, la vitesse de dégradation des produits, de la non-standardisation des unités de mesure ne rendent pas cette activité stable [20].

V - CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'examiner l'impact l'agriculture péri-urbaine à l'insertion et à la réinsertion professionnelle par la création des emplois directs et indirects à Bertoua et sa zone péri-urbaine. Il ressort que l'agriculture périurbaine a un impact considérable sur les emplois à Bertoua, parce que générant plus 2000 emplois directe et indirects, pour la seule branche, culture et commercialisation des denrées vivrières. De nombreuses contraintes

empêchent d'en créer d'avantage, notamment son caractère informel. Certes des emplois sont créés, mais ces emplois restent précaires dans l'ensemble et insuffisamment rémunérés. Il est souhaitable que l'Etat Camerounais puisse se pencher davantage sur ce secteur en favorisant l'aménagement de périmètres agricoles autour des grandes villes et par là, créer des emplois stables, en même temps, garantir la production vivrière de masse pour ravitailler ces dernières.

RÉFÉRENCES

- [1] - N. BAMBA, B. CONTAMIN, K. DIOMANDE et M. KOULIBALY, "crise économique et programmes d'ajustement structurel en Côte-d'Ivoire", in *Actes de la table-ronde, crise et ajustement en Côte-d'Ivoire, les dimensions sociales et culturelles, Binguerville (Côte-d'Ivoire)*, ORSTOM, (1992) 10 - 23
- [2] - P. HUGON et N. PAGES, "Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone", in *Cahiers de l'emploi et de la formation*, OIT, Genève, N°28 (1988) 57 p.
- [3] - A. OYOWE, "L'emploi. Un défi des années 90", in *Le Courrier*, n°110, Juillet-Août, (1988) 54 - 55
- [4] - H. NGABMEN, "Créer des emplois pour les jeunes grâce à l'aménagement urbain", *les Cahiers d'OCISCA* n°25, ORSTOM/MINREST, (1995) 28 p.
- [5] - PAM (Programme Alimentaire Mondial), 2011, *Analyse globale*, Ed. du PAM, (2011) 52 p.
- [6] - INS (Institut National de la Statistique), "Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014", *Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4)*, INS, (2015) 72 p.
- [7] - INS (Institut National de la Statistique), "Les principaux indicateurs", *Cinquième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 5, Dépliant)*, INS, (2024) 2 p.
- [8] - DSCE, "Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi", *Texte Administratif*, Ed. Primature, Yaoundé, (2009) 168 p.
- [9] - INS, Institut National de Statistiques, *Rapport*, (mars, 2019)
- [10] - R. MOUDON, "L'agriculture périurbaine à Yaoundé : ses rapports avec la réduction de la pauvreté, le développement économique, la conservation de la biodiversité et de l'environnement", *Tropicultura*, Vol. 23, N°3 (2005) 130 - 135

- [11] - M. MEDEGUED, “Évaluation du programme ACEFA dans l’amélioration du secteur agricole dans le département du Lom et Djérem (Est-Cameroun)”, *Mémoire de CERPES 2*, Université de Bertoua (2024) 74 p.
- [12] - F. POTIER, *Le périurbain, quelle connaissance, quelle approches ? Espace sous influence urbaine. Analyse bibliographique*, INREST/CERTU, (2007) 70 p.
- [13] - R. VAN VEENHUIZEN, “Cities Farming for the Future “ in *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*”, ed. René van Veenhuizen, la Haye, RUAF Foundation, IIRR and IDRC, (2006) 460 p.
- [14] - P. E. ESSENGUE NKODO et S. FAMNA DJESIRI, “Agriculture urbaine et souveraineté alimentaire dans une métropole périphérique en gestation, cas de Bertoua au Cameroun” - *Actes de Colloque Science et technologie à la rencontre de l’agriculture urbaine en Afrique in Le Journal des Sciences Sociales - N° Spécial – (Novembre 2025)* 84 - 95
- [15] - L. TEMPLE, S. MARQUIS, O. DAVID et S. SIMON, « Le maraîchage périurbain à Yaoundé est-il un système de production localisé innovant ? » In *Économies et Sociétés*, Série Systèmes agroalimentaires, AG, N° 30, 11-12, (2008) 2309 - 2328
- [16] - M. ELLOUMI, “Agriculture périurbaine et nouvelles fonctions du foncier rural en Tunisie”, In : Elloumi M., Jouve A.-M., Napoléone C., Paoli J.C. (eds.). *Régulation foncière et protection des terres agricoles en Méditerranée*, Options Méditerranéennes CIHEAM, Montpellier, Série B. Etudes et Recherches, N°66 (2011)159 - 169
- [17] - FAO, *Growing greener cities in Africa*, 20112, Document consulté de <http://www.fao.org/docrep/016/i3002e/i3002e.pdf>.
- [18] - I. VAGNERON, “Economic appraisal of profitability and sustainability of peri-urban agriculture in Bangkok”, *Ecological Economics*, Vol. 61, N°2-3 (2007) 516 - 529
- [19] - K. VICTOR, F. MASSAWE et A. SIKIRA, « Contribution of integrated urban agriculture to household income: A case of kinondoni municipality, Tanzania ». *Journal of Agricultural Sciences–Sri Lanka*, Vol. 13, N°3 (2018) 237
- [20] - L. TEMPLE et P. MOUSTIER, « Les fonctions et contraintes de l’agriculture périurbaine de quelques villes africaines (Yaoundé, Cotonou, Dakar) », in *Cahier Agriculture*, N°13 (2004) 15 - 22